



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2011 - 2013

La Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains a pour but de contribuer à l'établissement de la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de participation et de droits humains, ainsi que de guider les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques. Dans ce sens, au cours de la période 2011 - 2013, la Commission a mis en œuvre les activités suivantes :

INCIDENCE POLITIQUE

ORGANISATION DE LA 1^{ÈRE} RENCONTRE MONDIALE DES POUVOIRS LOCAUX POUR LE DROIT À LA VILLE (Saint-Denis, 11 - 12 décembre 2012). La communauté d'agglomération de Plaine Commune (France) et la Commission d'Inclusion Sociale ont organisé cette rencontre qui donna un nouveau souffle après un cycle de conférences autour de la *Charte Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme dans la Ville*, dont le processus d'élaboration a été initié à Barcelone (1998), ensuite adoptée à Saint-Denis (2000) et discutée à Venise (2002), Nuremberg (2004), Lyon (2006), Genève (2008) et Tuzla (2010). Considérant que, dans l'actualité, outre la *Charte Européenne* existe la *Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité* ainsi que d'autres chartes locales des droits humains adoptées dans différentes régions du monde, la rencontre de Saint-Denis avait pour objectif de contribuer à l'articulation de ces outils et d'examiner la manière dont les gouvernements locaux les mettent en place sur leurs territoires. L'événement a compté près de 200 participant-e-s et un total de 40 intervenant-e-s originaires de 16 pays (Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burundi, Canada, Corée du Sud, Slovénie, Espagne, Etats-Unis, France, Mexique, Pays-Bas, Portugal, Sénégal et Suisse). Avec cette rencontre, la Commission a lancé une nouvelle dynamique de travail autour du droit à la ville et la construction d'un nouveau réseau d'acteurs (gouvernements locaux, représentant-e-s de la société civile et de l'académie) qui déterminera sous qu'elle forme s'orientera son travail après le 4^{ème} Congrès de CGLU à Rabat. Née en 2005 du réseau FAL (Forum des Autorités Locales pour l'Inclusion Sociale et la Démocratie Participative), les membres de la Commission ont mis en évidence la nécessité de renouveler le travail politique développé durant les 8 dernières années par la Commission et passer à une nouvelle étape.

PARTICIPATION AU 6^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU (Marseille, 12 - 17 mars 2012). La Commission a soutenu l'organisation d'un séminaire de travail organisé par Pays d'Aubagne et de l'Etoile (France) sur le thème de *L'eau, bien commun de l'humanité. Un enjeu pour le droit à la ville* (Aubagne, 13 mars 2012). Le but de cette rencontre a été d'articuler un message politique en faveur de l'eau comme bien public. Les conclusions du séminaire ont été présentées à l'assemblée de clôture du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

ADOPTION PAR CGLU DE LA CHARTE-AGENDA MONDIALE DES DROITS DE L'HOMME DANS LA CITÉ. Célébré à Florence (Italie) du 9 au 11 décembre 2000, le Conseil Mondial de CGLU, à l'initiative de la Commission, a adopté formellement la *Charte-Agenda Mondiale de Droits de l'Homme dans la Cité* qui, après quatre ans d'intenses débats (2007 - 2011), fait maintenant partie des acquis politiques de l'organisation. Cet outil est utilisé comme référence pour construire le message politique de CGLU devant la communauté internationale, en particulier dans le cadre des processus préparatoires des sommets des Nations Unies Post-2015 et HABITAT III (2016). Ainsi, avec l'objectif de diffuser la *Charte-Agenda* dans le continent asiatique, la commission a participé au 2^{ème} et 3^{ème} Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains, célébrés en 2012 et 2013 à Gwangju (Corée du Sud). Comme fruit de cette participation, des canaux de communication permanents se sont établis avec la ville de Gwangju, ce qui a contribué à la dissémination de la *Charte-Agenda* en Asie de l'Est.



ECHANGE D'EXPERIENCES

PARTICIPATION AU 3^{ÈME} FALP (FORUM DES AUTORITES LOCALES DE PERIPHERIES (Canoas, 11 – 13 juin 2013). La Commission a activement contribué à la diffusion du 3^{ème} FALP, une rencontre dans laquelle se sont données rendez-vous les villes métropolitaines et de périphéries du monde entier et qui, dans cette édition, a compté près de 200 participant-e-s provenant de 30 pays. Plusieurs membres de la Commission présents au Forum se sont réunis de manière informelle pour réaffirmer leur volonté d'avancer vers un travail plus articulé vers le droit à la ville. De plus, ils ont déclaré que le droit à la ville est un défi particulièrement important dans les grandes périphéries urbaines, en constituant les espaces dans lesquels se concentre la plus grande partie des problèmes d'exclusion sociale et de qualité de vie des personnes.

ORGANISATION D'UNE TABLE RONDE DURANT LE 5^{ÈME} FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME (Nantes, 22 - 25 mai 2013). Le débat avait pour titre *Lutte contre la pauvreté urbaine : politiques et expériences de villes pour répondre aux effets négatifs de la crise économique sur les populations les plus défavorisées*. Ont participé à la table ronde les villes de Guarulhos (Brésil), Toronto (Canada) et Barcelone (Espagne), la Commission Italienne des Villes Unies (Italie), UNICEF France, l'Université de Coimbra (Portugal) et l'ONG GRET.

PARTICIPATION AU 9^{ÈME} FORUM DES AUTORITÉS LOCALES (FAL) POUR L'INCLUSION SOCIALE ET LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE (Dakar, 7 – 8 février 2011). La Commission a collaboré activement à l'organisation du 9^{ème} FAL auquel ont participé des représentant-e-s de plus de 300 villes du monde entier. De même, elle a organisé un atelier sur la *Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité* dans le cadre du Forum Social Mondial auquel ont participé les villes de Nantes (France), Bamako 1 (Mali) et Várzea Paulista (Brésil), la région Pays de la Loire (France), la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC) et Amnesty Internationale Belgique – section francophone.

RESSOURCES

CONSOLIDATION DE L'OBSERVATOIRE VILLES INCLUSIVES. L'Observatoire Villes Inclusives est un espace d'analyse et de réflexion sur des politiques locales d'inclusion sociale qui contient plus de soixante études de cas portant sur des politiques innovatrices en matière d'interculturalité, de développement communautaire, d'accès aux services de base, d'égalité des sexes, de droits humains, de protection de l'environnement ou d'élimination de la pauvreté, entre autres. Au cours de ces dernières années, a été mené un large travail de diffusion de l'Observatoire à travers la page web de la Commission (www.uclq-cisdp.org/obervatoty) et du matériel de communication produit pour cet effet. Le Centre des Études Sociales (CES) de l'Université de Coimbra (Portugal), en tant que comité scientifique de l'Observatoire, a organisé deux activités qui ont permis de faire connaître l'Observatoire auprès de la communauté académique: le *Congrès « Cities are us » (Nous sommes les villes)*. « *Vers une re-conception de l'Inclusion Urbaine. Espaces, mobilisations et interventions* » (Coimbra, 28 – 30 juin 2012) et l'Université d'Été « *Réinventer la ville à travers la participation démocratique et civique : théories, méthodes et usages* » (Lisbonne, 2 – 7 juillet 2012).

PARTICIPATION AU COMITÉ DE PILOTAGE DU RAPPORT DE CGLU GOLD III SUR LES SERVICES DE BASE. La Commission a été invitée à faire partie du comité de pilotage du GOLD III qui, après avoir analysé l'état de la décentralisation au niveau mondial (GOLD I) et des finances locales (GOLD III), à cette occasion, elle analysa les conditions de gouvernance des services basiques. La Commission a participé aux réunions de travail du comité de pilotage (1^{er} juin 2011, 13 – 14 juin 2012, 18 janvier 2013 et 4 – 5 juin 2013), en présentant une sélection d'étude de cas de l'*Observatoire Villes Inclusives* qui illustraient le rapport avec des pratiques locales existantes identifiées par la commission.



COMMUNICATION

NOUVELLE STRATÉGIE DE COMMUNICATION. La stratégie de communication de la Commission a été renforcée par une présence très active dans les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) et la création d'une nouvelle page web (www.uclq-cisdp.org), dont les contenus ont été organisés de manière plus accessible et avec une ligne graphique plus attractive. L'ensemble des membres de la Commission a été tenu informé par l'envoi de bulletins d'informations tous les deux mois et de multiples circulaires. A également été lancé une petite collection de publications dans laquelle on y trouve la *Charte Européenne de Sauvegarde des Droits Humains dans la Ville*, la *Charte-Agenda Mondiale des Droits Humains dans la Cité et Pour un Monde de Villes Inclusives*.

GOUVERNANCE

ORGANISATION DE REUNION DE TRAVAIL. La Réunion Annuelle 2012 s'est tenue le 12 mars 2012 à Aubagne (France), dans le cadre du séminaire international intitulé *L'eau, bien commun de l'humanité. Un enjeu pour le droit à la ville*. L'objectif de la réunion a été de valider le Plan Stratégique 2011-2013 et convenir du Plan d'Action 2012. Cette même année, s'est organisé à Saint-Denis (France) une réunion préparatoire de la 1^{ère} *Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville* (13 juillet 2012). La Réunion Annuelle 2013 aura lieu le 1^{er} octobre 2013 dans le cadre du 4^{ème} Congrès mondial de CGLU à Rabat (Maroc).

VISIBILITÉ INTERNATIONALE

La Commission a participé aux événements internationaux suivants, parmi lesquels où elle a fait connaître son travail:

2011

- 7 – 8 février. 9^{ème} Forum des Autorités Locales pour l'Inclusion Sociale et la Démocratie Participative et Réunion Annuelle 2011 de la Commission, **Dakar** (Sénégal)
- 7 – 10 février. 10^{ème} Forum Social Mondial, **Dakar** (Sénégal)
- 1^{er} mars. Conférence sur la « Responsabilité Sociale Partagée. Restituer la confiance et assurer une cohésion sociale durable dans un contexte de transition » – Conseil de l'Europe et Union Européenne, **Bruxelles** (Belgique)
- 10 – 11 mars. 2^{ème} Rencontre des collectivités territoriales pilotes espagnoles du « Label européen de l'Innovation et la Bonne Gouvernance au niveau local » – Conseil de l'Europe, **San Sebastián** (Espagne)
- 6 avril. 11^{ème} Conférence OIDP, **Lleida** (Espagne)
- 12 – 15 avril. 3^{ème} Séminaire PARLOCAL. « Réseaux pour la communication et le renforcement institutionnel dans la mise en œuvre des budgets participatifs et d'autres instruments de démocratie participative », **Santo Domingo** (République Dominicaine)
- 23 – 24 juin. Bureau Executive de CGLU, **Rabat** (Maroc)
- 27 – 29 juin. Réunion « Pourquoi est-il important de promouvoir les droits humains au niveau local? » – Agence de Droits Fondamentaux de l'Union Européenne, **Vienne** (Autriche)
- 22 – 26 août. Sommet Mondial Écocité, **Montréal** (Canada)
- 5 – 9 septembre. Université d'Été IN LOCO / CES / CISDP « Sociétés en transition : construction de communautés inclusives à partir du local », **Tavira** (Portugal)
- 9 – 11 décembre. Conseil Mondial de CGLU et table ronde de la Commission sur « Gouvernements locaux et droit à la ville », **Florence** (Italie)

2012

- 12 – 17 mars. 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau, **Marseille** (France)
- 13 mars. Séminaire international « L'eau, bien commun de l'humanité », **Marseille** (France)
- 15 – 18 mai. 2^{ème} Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains, **Gwangju** (Corée du Sud)
- 28 – 30 juin. Congrès « Cities are Us », **Coimbra** (Portugal)
- 2 – 7 juillet. Université d'été « Cities are Us », **Lisbonne** (Portugal)
- 10 – 12 décembre. 1^{ère} Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville, **Saint-Denis** (France)

2013

- 26 – 30 mars. 11^{ème} Forum Social Mondial, **Tunis** (Tunisie)
- 15 – 18 mars. 3^{ème} Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains, **Gwangju** (Corée du Sud)
- 22 – 25 mai. 5^{ème} Forum Mondial des Droits de l'Homme, **Nantes** (France)
- 11 – 13 juin. 3^{ème} Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP), **Canoas** (Brésil)
- 1 – 4 octobre. 4^{ème} Congrès Mondial de CGLU - Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux, **Rabat** (Maroc)